

Déclaration commune CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale et l'abrogation de la loi travail : agissons ensemble !

L'emploi, les salaires et les conditions de travail, la santé et la protection sociale restent des préoccupations majeures pour la population de ce pays. Alors que les profits explosent, les écarts de revenus n'ont jamais été aussi importants, l'injustice sociale de plus en plus criante.

Le chômage et la précarité sont des fléaux pour notre pays, ils engendrent une misère sociale croissante, affaiblissent les recettes de la protection sociale qui servent à financer les retraites, la santé, l'assurance chômage, les diminutions d'impôts pour les plus riches, l'évasion fiscale massive dans les paradis fiscaux, diminuent les recettes de l'état qui finance l'ensemble des services publics.

Les créations d'emplois, dans le privé comme dans le public, sont pourtant nécessaires pour répondre aux besoins de toute la société. La stabilité et la qualité des emplois sont non seulement gage de progrès social et de qualité de vie pour les salarié-e-s et les jeunes, mais sont aussi un facteur essentiel de création d'emplois.

La loi Travail adoptée à coups de 49-3 tourne le dos à cet enjeu ! Tous les pays qui ont fait l'expérience d'une telle réforme du droit du travail (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Allemagne) en mesurent aujourd'hui les conséquences néfastes. Cette loi prévoit la refonte totale du droit du travail dans les 3 ans, menace la réduction du temps de travail, inverse la hiérarchie des normes, mets en cause les accords collectifs. Cette loi est inique elle doit être abrogée.

Gouvernement et patronat savent que leurs mauvais coups sont massivement rejeté par les jeunes, les salariés, chômeurs et retraités. C'est pourquoi à chaque attaque contre les droits sociaux le gouvernement durcit la répression, mets en cause les libertés individuelles et collectives, s'attaque au droit de manifester, au droit de grève et au droit de résister aux injustices..

Les organisations syndicales de salarié-e-s et de jeunesse CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL appellent les salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, retraité-e-s à se mobiliser massivement :

- **pour réussir la journée d'actions et de mobilisation unitaire du 29 septembre : Pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale et l'abrogation de la loi Travail, à 14H30 à Porte de Paris (Lille).(ce jour là, les Belges manifesteront contre la loi Peeters, 9 organisations de retraités manifestent)**
- pour exprimer notre attachement aux libertés individuelles et collectives que sont le droit de grève, le droit de manifester, le droit de résister aux injustices en réaffirmant notre solidarité avec toutes les victimes de la répression :
 - Le 27 septembre 2016 à 12 h , grand place à LILLE devant le siège d'air France dans le cadre d'une journée nationale de solidarité,
 - Le 18 octobre 2016 à LILLE devant le Palais de justice de LILLE av du Peuple Belge pour soutenir 6 militants qui ont eu pour seuls torts d'exiger la libération de militants arrêtés le 28 juin 2016,
 - Le 19 octobre à Lille et Amiens en solidarité avec les Goodyear condamnés à 24 mois de prisons pour avoir fait grève contre la fermeture de good-year Amiens.

L'intersyndicale a convenu de se revoir à nouveau le 10 octobre 2016